

**LUKAS REIMANN**

Le conseiller national (UDC/SG) et coprésident de Young4Fun (l'organisation de jeunesse de l'ASIN) est l'un des jeunes violemment opposés à la libre circulation.

# Lukas Reimann, le jeune UDC qui a forcé la main à Blocher

*Le conseiller national de 26 ans a passé outre les réticences initiales des caciques de l'UDC et obtenu le référendum sur la libre circulation.*

**ERIK REUMANN**

A BERNE

Le conseiller national Luzi Stamm (UDC/AG) est convaincu. «Regardez le bien, c'est notre nouvelle jeunesse», lance-t-il. Qui ça? Son voisin dans les travées du Conseil national pardi, le jeune conseiller national saint-gallois Lukas Reimann, démocrate du centre comme lui! A 26 ans, il est le plus jeune parlementaire de cette législature

2007-2011. Il y a quelques années, c'était encore le privilège de la gauche de fournir les plus jeunes membres de l'Assemblée fédérale. Le vent semble tourner, Luzi Stamm s'en réjouit. Et cet adversaire irréductible de la libre circulation a toutes les raisons d'applaudir son jeune voisin: il est à l'origine du référendum sur lequel le peuple se prononcera le 8 février prochain. Et cela contre l'avis de Christoph Blocher lui-même. Ces lauriers ne semblent pas tourner la tête de Lukas Reimann. Très comme il faut, costume, cravate, il répond avec une assurance tranquille aux questions, un peu affaissé sur un des

fauteuils de la salle des pas perdus du parlement. La politique? Elle a toujours été présente dans sa vie. Grâce à son oncle, le conseiller aux Etats argovien Maximilien Reimann, lui aussi membre de l'UDC. A l'époque, le neveu habitait aussi l'Argovie. «On voyait son affiche partout. On me posait constamment des questions sur lui. Alors je me suis intéressé à ce qu'il faisait», explique Lukas Reimann. C'est ainsi qu'il s'est éveillé à la politique. Au début, il se rapproche des jeunes radicaux, histoire d'échapper à l'accusation de népotisme qui s'abattraient inmanquablement sur lui s'il s'était directement inscrit à l'UDC.

Mais quand il a 14 ans, la famille déménage à Wil, dans le canton de Saint-Gall, histoire de satisfaire une promesse faite par son père à sa mère. Pour Lukas et son appétit de politique, c'est libérateur. «A Saint-Gall, personne ne me connaissait», souligne-t-il. Il peut donc se rapprocher de l'UDC sans craindre de passer pour le neveu de tonton.

**«Un peu de régulation est tout de même nécessaire!»**

Pourquoi la droite? Lukas Reimann énumère immédiatement une série de lectures: Ayn Rand, Ludwig von Mises... les théoriciens de la droite libérale, celle qui considère l'Etat



comme le mal absolu. Il en fait connaissance par l'intermédiaire d'*Eigentümlich Frei*, une revue des libertaires de droite allemands. «Depuis, j'ai un peu changé d'avis», souffle-t-il dans un sourire. Vient l'aveu: «Un peu de régulation est tout de même nécessaire!»

Reste que son orientation est résolument libérale. En 1997, il entre dans une section communale de l'UDC qui comprenait 3 membres. En 1998, il crée avec deux copains et contre l'avis de Toni Brunner, un autre jeune en devenir de l'époque, les Jeunes UDC de l'Est (Saint-Gall et Appenzell).

«Brunner trouvait que nous étions encore trop peu nombreux pour faire une distinction

entre "vieux" et "jeunes" UDC», se souvient Lukas Reimann. Aujourd'hui, les Jeunes UDC du canton de Saint-Gall affichent 500 membres, affirme-t-il fièrement. La jeune droite est en marche. Avec un comité étudiant contre la libre circulation commence son premier véritable combat politique. L'augmentation d'étudiants étrangers dans les hautes écoles autrichiennes et allemandes alerte le jeune homme. «Les études sont gratuites en Suisse. Je trouvais inadmissible que notre pays paie les études de nombreux étudiants qui n'y paient pas d'impôts», explique Lukas Reimann. Leurs efforts débouchent sur la votation du 21 mai 2000 sur les bilatéra-

les. Il s'engage sans compter dans la campagne de votation. Quand la décision tombe – 67% de oui – il est très déçu. Mais son engagement sans réserve déclenche sa carrière politique. Il est élu au Grand Conseil de son canton, puis, en 2007, au Conseil national.

Même s'il est le plus jeune, son jugement reste indépendant. En 2004, il ose se lever pour défendre devant l'Assemblée des délégués UDC et contre le tonitruant camionneur et conseiller national Ulrich Giezendanner la décision de sa section cantonale de prôner le non au contre-projet Avanti et le second tube au Gothard. Il sera laminé par 398 voix contre 25.

Mais cela ne l'empêche pas de poursuivre sa voie très individuelle. Quand Christoph Blocher annonce qu'il s'oppose à un référendum contre la libre circulation et tord discrètement le bras au comité de l'Action pour une suisse indépendante et neutre (ASIN), Lukas Reimann passe outre avec la bénédiction de Pirmin Schwander, le président de l'ASIN. Sous son impulsion, les jeunes UDC, Yong4Fun et les Démocrates suisses parviennent à réunir à l'arrachée quelque 60.000 signatures. Maintenant, il faut encore convaincre le public: «J'ai une manifestation tous les soirs», jusqu'en février soupire Lukas Reimann. Le prix de sa notoriété politique. – (*La Liberté*)

## Un oui libéral et sonore pour la libre circulation

PIERRE PAUCHARD

À BERNE

Dire non à la libre circulation des personnes serait un incroyable auto-goal. Trois formations politiques l'affirment avec force. Ce sont les partis radical, libéral et bourgeois-démocratique, tous trois composés de nombreux entrepreneurs, qui se mobilisent pour la reconduction et l'extension de ces accords avec l'Union européenne. Ils insistent sur un fait: le peuple suisse va se prononcer, le 8 février, sur la poursuite de la voie bilatérale approuvée en 2000 par 67% des votants. En cas de refus, ces sept accords deviendraient bel et bien caducs. Pour la libérale Martine Brunschwig Graf, «c'est une question de liberté et de responsabilité». La conseillère nationale genevoise énumère les avantages dont les Suisses profitent depuis l'entrée en vigueur des accords.

Chacun peut s'installer et travailler dans l'ensemble du territoire

européen à condition d'assumer son indépendance financière. Nos chercheurs ont la faculté de lancer, de conduire et de participer à des programmes de recherche européens. Nous exportons aussi plus facilement nos produits industriels, grâce à un examen simplifié de conformité des produits. Ce gain représente 250 millions par an. Et, grâce aux appels d'offres généralisés, nous accédons aux marchés publics européens, ce qui représente un marché potentiel de 1500 milliards d'euros.

Johannes Schneider-Ammann est à la fois entrepreneur, conseiller national radical et président de l'industrie des machines, de l'électricité et de la métallurgie. Il est bien placé pour décrire l'interdépendance entre la Suisse et son partenaire européen. Tous les jours, un milliard d'opérations sont enregistrés. 62% de nos exportations vont à l'UE et 82% des importations en proviennent. Au

total, un franc sur trois gagnés en Suisse est le fruit du commerce avec les pays européens. Le peuple suisse va donc voter sur l'existence de ces contrats. «Qui est contre la poursuite et l'extension de la libre circulation, affirme Johannes Schneider-Ammann, est de facto contre la prospérité de notre pays; l'UDC a choisi son camp et se positionne en réalité contre l'économie.» C'est aussi le message de Hans Grunder, le président du parti bourgeois-démocratique, la nouvelle formation politique créée le 1<sup>er</sup> novembre dernier par ces élus modérés qui ont quitté l'UDC. Justement, Christoph Blocher concentre ses attaques sur la Roumanie et la Bulgarie. Hans Grunder répond par des chiffres. Quel est le nombre de gens concernés par l'extension des accords à ces deux pays? Si l'on compte les permis B, cela ferait au maximum 362 personnes la première année, probablement en 2010, une augmentation maximum à 1207 personnes

après 7 ans, tout en ajoutant une clause de sauvegarde pour trois années supplémentaires. Cri d'alarme de Hans Grunder: «Afin d'empêcher ces possibilités d'émigration déjà très restrictives, les opposants mettent en péril 62% de nos exportations!» C'est vrai que l'on parle trop peu du tourisme dans ce dossier. Et pourtant, grâce aux accords bilatéraux, l'implantation de sociétés multinationales a dopé le tourisme d'affaires. Philippe Thuner, le président de l'hôtellerie vaudoise, prend l'exemple de la région de Morges. Des sociétés comme Ferring, Honeywell, Eaton et d'autres encore se sont installées à la suite de Medtronic. «Le résultat, constate l'entrepreneur Philippe Thuner, est une progression des nuitées, parfois à deux chiffres, dans les hôtels de la région, largement au-dessus des moyennes cantonale ou nationale.»

[p.pauchard@agefi.com]